



**PRÉFET
DE L'ESSONNE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*



**Direction de la Coordination
des Politiques Publiques
et de l'Appui Territorial**

**Arrêté n° 2025-PREF/DCPPAT/BUPPE/398 du 25 novembre 2025
portant imposition de mesures d'urgence à la société ORCA MAREE pour
l'exploitation de ses installations situées 11/13 boulevard de l'Europe
sur le territoire de la commune de WISSOUS (91320)**

LA PRÉFÈTE DE L'ESSONNE
Chevalier de la Légion d'Honneur
Officier de l'Ordre National du Mérite

VU le code de l'environnement, et notamment les articles L.172-1, L.511-1, L.512-20, L.514-5, L.541-5 et R.512-69,

VU le code de la santé publique,

VU le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié, relatif aux pouvoirs des Préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements,

VU le décret du 27 août 2025 portant nomination de Mme Fabienne BALUSSOU, en qualité de Préfète de l'Essonne,

VU le décret du 21 octobre 2025 portant nomination de M. Johann MOUGENOT, administrateur de l'État du deuxième grade, en qualité de Secrétaire général de la préfecture de l'Essonne, sous-préfet d'Evry,

VU l'arrêté préfectoral n° 2025-PREF-DCPPAT-BCA-380 du 3 novembre 2025 portant délégation de signature à M. Johann MOUGENOT, Secrétaire général de la Préfecture de l'Essonne, sous-Préfet de l'arrondissement chef-lieu,

VU l'arrêté préfectoral n° 92.0777 du 9 mars 1992 autorisant la société FIMACO à exploiter des installations classées pour la protection de l'environnement situées 68 rue Guillaume Bigourdan à Wissous,

VU le récépissé de déclaration de succession délivré le 29 février 2000 à la société CARLAP pour la reprise de l'exploitation des activités précédemment exploitées par la société FIMACO,

VU le récépissé de déclaration délivré le 16 mars 2006 à la société CARLAP pour l'exploitation d'activité au 11/13 Boulevard de l'Europe (historiquement 68 rue Guillaume Bigourdan) à WISSOUS,

VU le récépissé de déclaration de changement d'exploitant n° PREF.DRIEE.2014-0042 délivré le 3 juillet 2014 à la société PREST-LOGISTIQUE, dont le siège social est situé 11/13 Boulevard de l'Europe – BP 46 – 91320 WISSOUS, pour la reprise de l'exploitation des installations sises 11/13 Boulevard de l'Europe à WISSOUS, précédemment exploitées par la société CARLAP,

VU l'arrêté ministériel du 15 avril 2010 relatif aux prescriptions générales applicables aux entrepôts frigorifiques relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique n° 1511 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement,

VU l'arrêté préfectoral n° 2015-PREF/DRCL/BEPFI/SSPILL/575 du 11 août 2015 portant imposition de prescriptions complémentaires à la société PREST-LOGISTIQUE pour l'exploitation des installations suivantes situées 11-13 boulevard de l'Europe à WISSOUS :

- 4735-1.a (A avec bénéfice d'antériorité): Emploi ou stockage d'ammoniac (quantité : 3 500 kg)
- 1511-3 (DC avec bénéfice d'antériorité) : Entrepôts frigorifiques (volume : 25 000 m³ ; 2 500 tonnes)
- 2921-b (DC avec bénéfice d'antériorité) : Installation de refroidissement par dispersion d'eau dans un flux d'air de type circuit primaire fermé (puissance thermique totale évacuée : 1 021 kW),

VU le récépissé de déclaration de changement d'exploitant n°PREF.DRIEAT.2024-0006 du 17 juin 2024 à la société WISSOUS FROID pour la reprise de l'exploitation des installations précédemment exploitées par la société PREST-LOGISTIQUE,

VU le récépissé de déclaration de changement d'exploitant n°PREF.DRIEAT.2025-0015 du 8 septembre 2025 à la société ORCA MAREE pour la reprise de l'exploitation des installations précédemment exploitées par la société WISSOUS FROID,

VU le rapport de l'inspecteur de l'environnement en date du 27 octobre 2025, établi à la suite de la visite d'inspection inopinée effectuée le 21 octobre 2025 suite au signalement de pollution effectué par la mairie de Wissous ;

VU le courrier préfectoral du 20 novembre 2025 informant l'exploitant des mesures envisagées à son encontre et du délai dont il dispose pour formuler ses observations, conformément aux articles L.171-6 et L.514-5 du code de l'environnement,

VU les observations de l'exploitant formulées par courriel en date du 20 novembre 2025,

CONSIDÉRANT que lors de la visite inopinée du 21 octobre 2025, l'inspecteur a constaté la présence d'un épais film d'hydrocarbures noirâtre dans le bassin de rétention du site,

CONSIDÉRANT que la présence de ce film d'hydrocarbures constitue une pollution des eaux du bassin de rétention,

CONSIDÉRANT que l'exploitant déclare l'existence antérieure sur le site d'une activité d'entretien et de réparation de véhicules à moteur,

CONSIDÉRANT que la présence de traces de déversements d'hydrocarbures en bordure du bassin et à quelques endroits du parking ne proviendrait pas des réseaux d'eau,

CONSIDÉRANT que les eaux du bassin sont susceptibles de rejoindre le réseau public et d'engendrer une pollution de celui-ci,

CONSIDÉRANT que l'exploitant n'a pas été en mesure de justifier de la présence sur le site d'un réseau de type séparatif permettant d'isoler les eaux résiduelles polluées des eaux pluviales non susceptibles d'être polluées,

CONSIDÉRANT qu'en application des dispositions de l'article L.512-20 du code de l'environnement : « en vue de protéger les intérêts visés à l'article L. 511-1, le préfet peut prescrire la réalisation des évaluations et la mise en œuvre des remèdes que rendent nécessaires soit les conséquences d'un accident ou incident survenu dans l'installation, ces mesures sont prescrites par des arrêtés pris, sauf cas d'urgence, après avis de la commission départementale consultative compétente. »

CONSIDÉRANT que les déversements d'hydrocarbures (huiles de moteurs usagées) portent gravement atteinte aux intérêts visés à l'article L.511-1 du code de l'environnement,

CONSIDÉRANT que les éléments fournis par l'exploitant par mail du 20 novembre 2025 ne sont pas suffisants pour acter de la mise en œuvre d'une action de dépollution et qu'il est nécessaire, compte tenu des enjeux en terme de pollution du milieu aquatique, de prendre des mesures d'urgence pour faire cesser au plus vite les impacts sur l'environnement,

SUR proposition du Secrétaire Général de la préfecture,

ARRÊTE

ARTICLE 1^{er} : Rapport d'accident

En application de l'article R.512-69 du code de l'environnement, la société ORCA MAREE, dont le siège social est situé 11/13 boulevard de l'Europe 91320 WISSOUS, exploitant à la même adresse une installation de transformation et de stockage des produits de la mer, est tenue d'adresser à l'inspection des installations classées, sous un délai de quinze jours à compter de la date de la notification du présent arrêté, un rapport précisant notamment les circonstances de la survenue de cette pollution ainsi que les mesures prises pour réduire l'impact sur l'environnement et prévenir toute pollution ultérieure.

ARTICLE 2 : Mesures conservatoires immédiates

Dès la notification du présent arrêté, l'exploitant prend immédiatement toutes les mesures adéquates pour couper les voies de transfert de la pollution créée au niveau du bassin de rétention et liée au déversement d'huiles usagées, et pour prévenir les écoulements directs ou indirects vers le milieu naturel. Ces mesures peuvent notamment inclure :

- le pompage des eaux souillées présentes dans le bassin vers une évacuation dans une filière adaptée,
- le nettoyage du bassin et le curage des réseaux d'eau,
- le curage et le grattage des zones polluées,
- la vérification de l'étanchéité de la membrane de protection du bassin contre les infiltrations, le cas échéant l'exploitant doit procéder au remplacement de cette membrane par un dispositif équivalent et garantissant l'étanchéité du bassin.

Les déchets issus de ces opérations sont évacués dans des filières autorisées à les recevoir et à les traiter. Les justificatifs de la bonne élimination des déchets sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées.

Un point sur la mise en œuvre de ces mesures conservatoires est transmis chaque semaine à l'inspection de l'environnement.


ARTICLE 3 : Délais et voies de recours

La présente décision est soumise à un contentieux de pleine juridiction. Elle peut être déférée à la juridiction administrative compétente, le Tribunal administratif de Versailles, par voie postale (56 avenue de Saint-Cloud, 78011 Versailles) ou par voie électronique (<https://www.telerecours.fr/>), dans les deux mois à compter de la notification ou de la publication du présent arrêté.

ARTICLE 4 : Exécution

Le Secrétaire Général de la préfecture,
La Direction régionale et interdépartementale de l'environnement, de l'aménagement et des transports d'Ile de France,
sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, qui est notifié à l'exploitant, la société ORCA MAREE et publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de l'Essonne. Une copie est transmise pour information au Sous-Préfet de PALAISEAU et au Maire de WISSOUS.

Pour la Préfète et par délégation,
Le Secrétaire Général


Johann MOUGENOT

